

Lutte de classe

Travail, famille, Union Européenne.

(Cet éditorial a été écrit entre le 6 et le 9 septembre, complété le 14)

C'est le programme électoral des deux principaux candidats potentiels : Nicolas Sarkozy et Marie Ségolène Royal.

On ne peut évidemment pas s'empêcher de penser au programme mis en œuvre par le maréchal Pétain, fer de lance du nazisme en France pendant la Seconde guerre mondiale : travail, famille, patrie.

Cette analogie peut faire sourire ou surprendre, certains iront même jusqu'à dire qu'elle est excessive, mais lorsque l'on examine leurs programmes et leurs déclarations politiques, on ne peut que constater les similitudes des solutions qu'ils préconisent pour tenter de surmonter la crise dans laquelle le capitalisme français se débat, avec celles adoptées par la bourgeoisie à cette époque.

Tout d'abord, il faut rappeler que c'est le Front populaire qui a préparé le terrain à l'émergence du régime fasciste de Vichy en trahissant le mouvement révolutionnaire de juin 36. De la même manière qu'il favorisera l'arrivée de Franco au pouvoir en Espagne en liquidant la révolution espagnole, ou de Pinochet au Chili en 1973, pour ne prendre que ces exemples bien connus de tous.

Le Front populaire a toujours débouché et ouvert la voie à la pire des réactions, au désarmement politique des masses, à la liquidation du mouvement ouvrier organisé, au fascisme, à la guerre.

Les différents gouvernements de Front populaire sous Mitterrand de 1981 à 1995 ont ouvert la voie au retour au pouvoir de la bourgeoisie en la personne de Chirac et de son parti l'UMP (ex-RPR), dont nous subissons la politique ultra réactionnaire, nous devrions dire, contre-révolutionnaire, depuis 10 ans.

Dans tous les cas de figure, la politique du Front populaire, son programme, est entièrement subordonné au maintien de l'ordre bourgeois, que son gouvernement comporte des ministres capitalistes comme en 1981 ou non.

Comme Trotsky l'avait signalé dans ses *Leçons d'Espagne*, la bourgeoisie n'a pas besoin d'être directement ou physiquement représentée au sein du Front populaire pour que ses intérêts y soient défendus.

A huit mois des élections présidentielles, on peut encore s'interroger sur la meilleure tactique à adopter face à cette échéance de la vie politique française, bien qu'elle ne constitue pas à proprement parlé ou à priori une étape déterminante de la lutte des classes.

J'ai appelé au boycott de cette élection sans que cette proposition ne soit reprise par d'autres groupes, organisations ou partis, mais sans qu'elle ne soit désapprouvée non plus par des militants, sauf par un seul responsable d'un groupe, sans qu'il ne m'explique pourquoi jusqu'à présent

Ma position s'appuie sur l'inexistence de candidat défendant un programme de rupture avec le capitalisme, mais pas seulement.

Je suis parti du constat suivant : 60 à 82% des ouvriers et des exploitants agricoles pauvres ont voté non lors du référendum du 29 mai 2005, puis, lors de trois élections partielles qui se sont déroulées récemment, le taux d'abstention a atteint 72%. En appelant au boycott, je me range à leurs côtés.

Le boycott exprime le rejet des institutions de la Ve République dans le cadre desquelles est organisée cette élection, le rejet de la fonction présidentielle, le rejet de cette parodie qui se pare des

oripeaux de la démocratie et qui repose sur un plébiscite essentiellement basé sur le mensonge, l'hypocrisie et l'acceptation de l'ordre établi.

Comme il faut bien prendre en compte dans notre analyse l'existence de cet ordre établi, en partir en quelque sorte, reste à savoir si l'on s'y cantonne ou si on le dépasse en utilisant le moyen le plus approprié pour le renverser et instaurer un nouveau pouvoir politique sur de nouvelles bases économiques et sociales. Ces deux candidats n'ont évidemment pas à se poser cette question. Ils se demandent de quelle manière ils vont pouvoir gérer les contradictions issues du développement du capitalisme et étouffer la résistance du peuple à son asservissement.

Bien qu'il partage le même objectif, nous ne devons pas confondre le Front populaire avec un gouvernement bourgeois ultra réactionnaire qui voudrait restaurer les valeurs morales et les rapports sociaux qui dominaient du temps de la monarchie, mais cette fois sans monarchie, le capitalisme financier suffisant à fixer le cap de l'économie mondiale. Vous remarquerez au passage que cette tendance à la restauration de l'Ancien régime sous l'égide de l'Union européenne, à travers sa politique de régionalisation, peut s'appuyer sur un ensemble de monarchie parlementaire en Europe : Angleterre, Belgique, Suède, Espagne, Pays-Bas...

Maintenant, on peut continuer à réfléchir à cette question en fonction des développements de la situation économique, politique et sociale, histoire de vérifier s'il n'y aurait pas un élément nouveau qui viendrait contredire ce mot d'ordre et cette tactique, au quel cas, il faudrait en changer en expliquant pourquoi.

Pour le moment, contentons-nous de nous poser quelques questions sur les conséquences qui dérouleraient pour le mouvement ouvrier de l'arrivée au pouvoir de Royal ou Sarkozy, car si leurs programmes les rassemblent sur le fond, leurs méthodes diffèrent à bien des égards.

En quoi cela a-t-il tant d'importance ?

Le Front populaire ne se présente pas à n'importe quel moment de l'histoire, il est le produit du rapport de forces entre les classes, il est l'expression de la crise politique de la bourgeoisie qui s'est révélée incapable d'entraîner derrière elle la majorité de la petite-bourgeoisie et une large fraction du prolétariat pour gouverner directement.

Il est aussi le produit du rapport de forces à l'intérieur du prolétariat qui n'a pas été capable jusqu'à présent de se doter d'une direction révolutionnaire. En fonction des expériences et de l'évolution de la conscience politique du prolétariat, le Front populaire ne représente pas exactement la même chose à toutes les époques. Il peut être le produit des illusions des masses dans ses partis traditionnels, comme se fut le cas en 1936 ou en partie en 1981, mais il peut aussi exprimer le rejet des partis bourgeois et la politique qu'ils incarnent, sans pour autant constituer un soutien aux partis traditionnels du mouvement ouvrier.

Les travailleurs qui votent encore, disons, de temps en temps, pour le PS ou le PCF, le font par dépit uniquement.

Les trois élections qui ont eu lieu en 2004 ont bien illustré ce processus, et les dirigeants du PS s'étaient empressés de l'analyser à sa juste valeur. Lang avait alors expliqué que la majorité de la population avait voté « contre » les partis du gouvernement sans pour autant avoir voté « pour » le PS et qu'ils (les dirigeants du PS) seraient bien dans la « mouise » - c'est son expression - s'ils devaient gouverner aujourd'hui.

Question : si les partis qui composent le Front populaire sont portés au pouvoir dans les conditions qui leur ont permis de remporter ces trois élections en 2004, ne faudrait-il pas en tirer les mêmes conclusions ? Autrement dit, ne bénéficiant pas des conditions favorables de 1981, ne pouvant plus cette fois s'appuyer sur les illusions et la confiance relative d'une large couche du prolétariat, ne risqueraient-ils pas de perdre le contrôle du mouvement des masses dès lors qu'elles se mettraient en marche ?

De plus, il faut tenir compte de l'aggravation sans précédent des conditions d'existence et de travail du prolétariat depuis les dix dernières années qui tend à radicaliser la conscience des masses. La révolte

des banlieues ouvrières en novembre 2005, puis le mouvement contre le CPE, ont traduit l'impatience croissante et l'exaspération qui habite une fraction de plus en plus importante du prolétariat et de la jeunesse à trouver une solution pour résoudre les problèmes de toutes sortes qu'ils rencontrent quotidiennement. Il n'y a aujourd'hui aucune raison objective permettant de dire que cette tendance se serait inversée. Bien au contraire, la lutte des classes qui se développe en Amérique du Sud, les images de la guerre en Irak, Afghanistan, Liban et Palestine ne fait qu'alimenter leur haine de l'injustice et des inégalités, du capitalisme en général.

Dés lors, les premières mesures que prendra le gouvernement de Front populaire auront pour objectif de tenter de redonner des illusions à la majorité du prolétariat et de la jeunesse la plus déterminée, sans que l'on sache exactement dans quelle mesure il y parviendra ni pendant combien de temps il pourra profiter de ce répit, si répit il y a.

Si son principal objectif demeure d'assurer la pérennité du système capitaliste, il n'en demeure pas moins que pour y parvenir, le Front populaire doit affronter les aspirations des masses avec lesquelles il est en contradiction, en tentant d'interdire au prolétariat de se mobiliser ou d'entrevoir une solution, en conduisant tout mouvement qui pourrait se cristalliser contre les institutions et le régime dans une impasse.

Le Front populaire est une forme de gouvernement bourgeois qui gère le capitalisme pour le compte de la bourgeoisie en attendant que des conditions plus favorables lui permettent de nouveau de gouverner directement.

En cas de soulèvement des masses contre la bourgeoisie et donc indirectement contre le gouvernement de Front populaire, la contre-révolution se mobilisera pour écraser dans le sang et décapiter le mouvement révolutionnaire des masses avec l'aide du gouvernement de Front populaire. Les militants révolutionnaires seront évidemment les premières victimes de cette répression féroce. Puis, dès lors que cette tâche sera bien engagée, elle liquidera à son tour les militants des partis ouvriers qui constituaient le Front populaire. La tactique criminelle du gouvernement de Front populaire consistera dès le début du soulèvement à appeler les travailleurs à se mobiliser contre le fascisme au nom de la défense de la démocratie bourgeoise, au lieu de les armer pour se défendre et prendre le pouvoir, liant ainsi le sort du prolétariat à celui de la bourgeoisie afin de lui interdire toute issue politique conforme à ses intérêts. La bourgeoisie n'aura plus qu'à se baisser pour terminer le travail et achever ce qui reste du mouvement révolutionnaire.

On peut dire aussi que le Front populaire ne suit pas une politique particulière ou élaborée spécialement pour l'occasion. Le Front populaire est en réalité la continuité, la traduction concrète à un moment donné de la politique de subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie mise en œuvre quotidiennement depuis des décennies par les partis traditionnels du mouvement ouvrier. Le Front populaire est la forme achevée de la politique contre-révolutionnaire des partis traditionnels du mouvement ouvrier passés définitivement du côté de la bourgeoisie.

Le Front populaire est aussi (avec le fascisme) le dernier rempart contre la révolution. La bourgeoisie consent à lui céder le pouvoir provisoirement, à condition qu'il réussisse à contenir le mouvement des masses, dans le cas contraire, il est condamné à disparaître très rapidement pour céder la place au fascisme.

Tel sont les principaux enseignements que les marxistes ont tirés des précédents Front populaire.

L'absence d'une avant-garde organisée, d'un parti révolutionnaire solidement ancré dans les masses a notamment permis au gouvernement de Front populaire de 1981 à 1995 de se maintenir au pouvoir.

Bien avant le 10 mai 81, toutes les organisations se réclamant du trotskysme avaient déjà capitulé devant le Front populaire. Dès lors les masses livrées à leurs illusions, puis totalement désarmées politiquement, se replieront sur elles-mêmes. Sur fond de restauration du capitalisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est où il avait été exproprié, le prolétariat sera réduit à l'impuissance et profondément démoralisé. L'élection de Chirac en 1996 sur fond d'abstention et de désillusions exprimera un premier avertissement et un rejet du PS et PCF. Le 21 avril 2002 confirmera cette tendance et l'amplifiera. Les grèves et les manifestations massives qui auront lieu à partir de 2003 jusqu'au printemps 2006, la victoire du non le 29 mai 2005, témoigneront à leur façon la détermination

du prolétariat à résister, montrant ainsi à la bourgeoisie et à ses valets du PS et du PCF qu'il n'a jamais capitulé et qu'il n'a pas l'intention de se laisser réduire en esclavage.

Durant toute cette période qui s'étale de mai 81 à aujourd'hui, le prolétariat a une nouvelle fois démontré son incapacité à construire un parti révolutionnaire. En adaptant et en subordonnant leur politique au Front populaire, en abandonnant le combat pour la révolution prolétarienne, les dirigeants des principales organisations se réclamant du trotskysme, LO, la LCR et le PT portent la terrible responsabilité de la situation actuelle dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier.

Non seulement, ils se sont révélés totalement incapables de construire un parti révolutionnaire, mais pour bien montrer que leur capitulation était complète devant la bourgeoisie, ils ont directement organisé la dislocation, la liquidation de leur propre organisation en tant qu'organisation trotskyste ou embryon de partis révolutionnaires. La LCR a abandonné définitivement le principe de la dictature du prolétariat, allant jusqu'à appeler à voter Chirac en 2002, et les dirigeants actuels du PT ont épuré puis liquidé le Parti communiste internationaliste, dont on était en droit de penser à tort ou à raison d'ailleurs, qu'il constituait l'héritage, qu'il assurait la continuité politique de l'Opposition de gauche, comme section française de la IVe Internationale proclamée par Trotsky en 1938.

En 2006, le prolétariat, les révolutionnaires restés fidèles au programme de la révolution prolétarienne au drapeau de la IVe Internationale n'ont plus de direction politique, plus de parti, cruelle constatation.

Pour notre plus grand malheur, il faut bien constater que les révolutionnaires demeurent encore incapables d'élaborer le moindre programme d'action reliait aux tâches de la révolution socialiste.

Par contre, de leurs côtés, la conscience de classe du prolétariat a mûri, certes pas suffisamment pour se poser la question de la construction du parti, mais elle a franchi une étape importante dans cette voie le 21 avril 2002. Vous comprenez sans doute pourquoi cette interprétation du 21 avril 2002 n'a jamais été reprise par quiconque : elle a de quoi effrayer la bourgeoisie et tous les philistins petits-bourgeois qui sont à son service du PS au PT.

On voudrait nous faire croire que le prolétariat serait prostré, réduit à l'impuissance, que la situation serait particulièrement « difficile », alors que la lutte des classes des quatre dernières années démontre exactement le contraire.

Il faut partir de la situation objective.

En résumé : le 21 avril 2002, ce n'est pas seulement la politique antisociale du gouvernement Chirac-Jospin à la solde de Bruxelles qui a été sanctionnée, mais aussi l'ensemble des partis politiques institutionnels qui ont été rejetés, balayés. Ce rejet du PS et du PCF n'a pas d'équivalent en France depuis un siècle. Le 21 avril 2002 a été commenté abondamment depuis quatre ans, cependant je ne me souviens pas avoir entendu ou lu qu'il avait constitué une étape importante sur le chemin de l'émancipation du prolétariat de ses partis traditionnels traités. Depuis le 21 avril 2002, le mouvement des masses n'a cessé de confirmer et d'accentuer la contradiction qui existe, le fossé qui s'est creusé entre le prolétariat et ses représentants officiels au cours des 14 années pendant lesquelles le Front populaire a gouverné.

On peut donc en conclure provisoirement qu'en 2007 le rapport entre le prolétariat et ses représentants officiels ne sera pas le même qu'en 1981.

Maintenant en imaginant que le représentant direct de la bourgeoisie, Sarkozy, serait élu, qu'est-ce que cela signifierait ? De quelle manière cela se traduirait-il ?

Tout d'abord cela signifierait qu'il aurait réussi à mobiliser derrière lui la majorité de la petite-bourgeoisie et une frange non négligeable du prolétariat. Il aurait réussi à les rallier à son programme de combat contre le prolétariat et sa jeunesse par des discours ambigus et démagogiques. Reste à savoir de quelle manière il aurait été élu, grâce à un taux d'abstention important dans les rangs ouvriers, de justesse face à son concurrent, ou avec une marge de manœuvre importante lui permettant de passer à l'attaque dès son installation à l'Élysée. Sa marge de manœuvre, le rythme et le délai dans lesquels il commencera à appliquer son programme dépendra de la réponse apportée à chacune de ces questions.

Au cas où le premier ou le deuxième scénario se produirait, ou la combinaison des deux, il se retrouverait immédiatement en difficulté, il adopterait au départ une position prudente en restant sur la défensive. Ensuite, une explosion sociale pourrait se produire très rapidement, dès l'annonce de la première contre-réforme forçant les appareils à constituer un front unique pour défendre les institutions, comme ce fut le cas au printemps 2006, sans que l'on sache à l'avance s'ils y parviendraient. Le mouvement social du printemps 2006 a-t-il été assez profond pour que les masses réussissent à en tirer la conclusion qu'elles devaient constituer leurs propres organismes indépendants des appareils ? Rien ne permet de l'affirmer, mais rien ne dit qu'elle ne le fera pas à la prochaine occasion.

En tout cas, on a du mal à imaginer que Sarkozy pourrait se contenter de gérer la situation actuelle et refuserait d'appliquer la totalité des directives de Bruxelles. La situation sociale peut l'en dissuader, mais cela reste à prouver, car d'un côté, il subira la pression de Bruxelles et de son camp pour liquider au plus vite la législation du travail, par exemple, et d'un autre côté, il pourra passer outre les appels à la prudence et à la retenue d'une partie de la bourgeoisie et décider d'affronter directement et sans délai le mouvement ouvrier pour lui infliger une sévère défaite, ce qui lui permettrait ensuite d'aller encore plus loin dans l'application de ses contre-réformes.

Dans le cas du troisième scénario, le plus favorable pour lui, il pourrait prendre le risque d'engager de nouvelles contre-réformes immédiatement, les réformistes et les staliniens joueraient le jeu d'opposants parlementaires, bref, laissant faire et le soutenant. Et en cas de résistance et de mobilisation des masses, il pourrait avoir recours à la méthode que j'ai énoncée dans le paragraphe précédent.

Ces questions valent également pour son concurrent s'il l'emportait, bien qu'il faille les modifier légèrement.

Le candidat du PS pourrait l'emporter avec une faible majorité, tout dépendrait ensuite du taux d'abstention, ou alors avec une large majorité.

Dans le premier cas, il profiterait de cette victoire en demi-teinte pour justifier la remise en cause des quelques mesures sociales qu'il avait annoncées pendant sa campagne en expliquant que près de la majorité des Français y étaient opposés. Il s'empresserait de mettre en œuvre les mesures de son programme qui figuraient également dans celui de son concurrent, en prétextant qu'il ne pouvait pas ignorer les préoccupations de la moitié des Français. L'apparente paralysie du gouvernement pourrait servir de paravent, avec la complicité des médias, pendant qu'il s'engagerait sans tarder dans la poursuite de la politique ultra réactionnaire du gouvernement Chirac - de Villepin - Sarkozy.

Dans le second cas, après avoir annoncé la mise en application de deux ou trois mesures contenues dans son programme, profitant des illusions qu'il aurait pu faire naître, il profiterait de ce crédit de confiance naïve, providentiel et inattendu, pour mettre les dernières touches à son programme réactionnaire avant de le mettre en application, disons en prenant davantage de précautions et en l'étalant dans le temps.

Ce qui les rassemble sur le fond, c'est le maintien en place du système économique capitaliste.

Quant à la méthode, elle prend nécessairement en compte la classe qu'ils sont censés représenter, le parti politique auquel ils appartiennent et son histoire. Comme ils sont censés représenter des classes aux intérêts opposés et qu'ils appartiennent à des partis qui sont censés se situer dans des camps opposés, leurs méthodes devront tenir compte de ces différences d'une manière ou d'une autre.

Toutefois, leur méthode comporte des similitudes et des divergences.

Cette contradiction repose essentiellement sur la distance qui sépare le contenu de leurs discours des intérêts qu'ils défendent réellement. Cette contradiction sera plus manifeste dans le cas du candidat du PS, d'où le piège de la surenchère des promesses sans lendemain dans lequel il ne manquera pas de tomber pour faire contrepoids à cet inconvénient et se faire élire.

Le candidat de l'UMP n'a pas besoin d'envoyer un message rassurant à l'adresse de la bourgeoisie, elle sait qu'il lui est acquis, c'est son parti, et il n'y a pas de contradiction entre le programme de son candidat et ses intérêts de classe. Par contre, il doit tenir compte du fait que la bourgeoisie est minoritaire numériquement dans le pays, donc pour se faire élire, il doit faire naître des illusions chez la petite bourgeoisie et le prolétariat en leur faisant des promesses. Cette contradiction que doit gérer le candidat de la bourgeoisie n'est finalement qu'apparente et accessoire.

Tandis que le candidat du PS doit faire face à une réelle contradiction étant donné qu'il défend les intérêts de la bourgeoisie, tout en se présentant comme un parti ouvrier ou populaire. Il doit à la fois rassurer la bourgeoisie sur ses intentions, tout en donnant l'illusion de servir les intérêts du prolétariat.

Dans les deux cas, nous devons dénoncer ces illusions et les promesses démagogiques des deux candidats.

Cette divergence sur la méthode sera la plus marquée pendant leur campagne électorale et au début de leur mandat, plus particulièrement en ce qui concerne le candidat du PS.

Cependant, il faut tenir compte d'un autre facteur : le gouvernement de Front populaire se formera dans un contexte de crise aiguë du capitalisme français et du capitalisme mondial. Il devra donc prendre en charge encore davantage et plus rapidement les intérêts du capitalisme. Ainsi la contradiction entre les intérêts de ceux qui l'auront porté au pouvoir et les intérêts qu'il défendra réellement s'accroîtra et se révélera très rapidement au grand jour, avec plus d'acuité.

L'initiative de Marie Ségolène Royal de rencontrer Barroso le 13 septembre confirme avant l'heure la soumission totale du futur Front populaire à l'Union européenne. Le correspondant de Reuters à Bruxelles signalait le 5 septembre « *Jamais un candidat déclaré aussi bien placé n'avait jugé bon jusqu'à présent de faire un détour par Bruxelles, souvent utilisé comme un bouc émissaire commode en politique intérieure. Cette novation réjouit les responsables européens.* ». Elle n'a même pas eu à s'embarrasser des réserves de la « gauche » du PS qui avait appelé à voter non le 29 mai 2005, puisqu'elle s'est finalement ralliée à sa direction comme un seul homme.

Lors de l'université d'été de l'UMP qui vient d'avoir lieu à Marseille, Michèle Alliot-Marie, a précisé ce qui différencie les partis bourgeois officiels du PS au cours de cette campagne électorale (et les autres) : « *nous ne sommes pas comme les socialistes, nous ne nous battons pas pour une place* ».

Les candidats à la candidature au sein du PS se battent pour une « place » pas pour assurer la victoire d'un programme qui correspondrait aux revendications du prolétariat, ce qui signifie que les divergences qu'ils manifestent en son sein sont uniquement subordonnées à cet objectif purement électoraliste. Sur le fond, ils sont tous d'accord, voilà tout. L'enjeu des élections en général est purement électoraliste pour le PS. Il s'agit de défendre leurs prébendes, leur siège d'élu et pas davantage.

Quant au fond, au programme du candidat du PS et de l'UMP, peu de choses les distinguent, au point que Jean d'Ormesson a pu expliquer, le 3 août, sur TV 5 Monde dans l'émission *L'invité* : « *Tout le monde se réclame aujourd'hui du Front populaire à gauche comme à droite.* ». Mais ce qu'il n'a pas dit, c'est que si la droite et ses valets peuvent se réclamer aujourd'hui du Front populaire, ce n'est pas parce que la bourgeoisie aurait renoncé à reprendre les avantages sociaux qu'elle avait dû concéder en 1936, après la Seconde guerre mondiale ou le 10 mai 81, et qu'elle considérerait qu'ils sont acquis définitivement, mais bien parce que le prolétariat n'a pas été défait, il résiste et il est prêt à tout moment à surgir violemment sur l'arène de la lutte des classes sans qu'on puisse prédire jusqu'où il ira lors de sa prochaine mobilisation de masse ni mesurer à l'avance son ampleur.

Cette constatation de la part d'un publiciste bourgeois démontre bien que le PS et l'UMP ont le même objectif, mais elle témoigne aussi de l'impuissance de la bourgeoisie à briser jusqu'à présent la résistance du mouvement ouvrier et la difficulté de ses lieutenants de le contenir. Bien entendu d'Ormesson déplore cette situation. Ce qu'il a voulu dire en réalité, en porte-parole zélé de la bourgeoisie, c'est qu'il fallait liquider tous les acquis concédés au prolétariat lors du Front populaire, peu importe finalement que ce soit la droite ou ses valets qui fassent ce sale boulot, l'essentiel c'est que le capitalisme y trouve son compte.

De ce côté-là, on peut faire confiance à Sarkozy et à la reine du PS, il suffit de prendre un extrait de leurs récentes déclarations pour en être convaincu.

Marie Ségolène Royal comprend « ceux qui travaillent dur pour un smic ou à peine plus » qui « soupçonnent les titulaires de revenus d'assistance de gagner autant qu'eux sans rien faire ». Les chômeurs et les exclus de la société capitaliste sont forcément des fainéants et des profiteurs ! S'ils sont dans cette situation là, c'est en définitif parce qu'ils le veulent bien. Merci pour eux. Et le président de l'UMP : « Je veux dire à celui qui travaille pour gagner sa vie et qui est démoralisé de voir que l'assistance paie mieux que le travail que je veux construire avec lui une société où il n'y a aura plus d'assistance sans contrepartie. » (Le Monde du 2 septembre)

Dans les deux cas s'exprime le même cynisme, la même haine de la classe ouvrière. Dans les deux cas, il s'agit de diviser le prolétariat entre ceux qui travaillent dans des conditions de plus en plus pénibles et ceux qui n'ont que l'aide publique et la charité pour survivre. On connaît l'objectif dont parle Sarkozy, il correspond aux recommandations de l'Union européenne qui consiste à rétablir l'esclavage d'une certaine manière, en forçant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi en échange de quelques centaines d'euros par mois. Ce qu'ils ne savent pas ou ce à quoi ils n'ont pas pensé, c'est qu'on ne peut pas forcer un travailleur à travailler contre sa volonté au-delà d'une certaine limite. La quatrième armée du monde appuyée par l'impérialisme américain et européen s'est montrée incapable de vaincre la valeureuse résistance du peuple libanais et palestinien. C'est la même chose.

Lorsque Sarkozy s'en prend violemment à « la génération de mai 68 », « Les soixante-huitards de gauche » et « sa pensée unique », c'est le rejet de la régionalisation et de l'intégration des syndicats à l'Etat qui s'était exprimé majoritairement lors du référendum de 1969 qu'il vise directement, c'est la légalisation de l'avortement qu'il vise encore, etc. Pour lui, il faut imposer par n'importe quel moyen ce que la majorité de la population ne veut pas ou à rejeter. Ne vient-il pas de dire à Bruxelles (Reuters, 8 septembre) « Il faut recourir à un mini-traité pour réaliser les réformes institutionnelles les plus urgentes » de l'Union européenne, avant la fin du second semestre de 2008, autrement dit, il faut imposer l'application de la « Constitution » européenne, sans tenir compte de son rejet massif en France et en Hollande en 2005. Et puis, la société est devenue beaucoup trop permissive, une reprise en mains musclée s'impose qui viserait à étouffer toutes les libertés, au nom de la doctrine sociale ultra réactionnaire du Vatican. Ce n'est certainement pas la très catholique et fervente admiratrice de Jeanne d'Arc, Marie Ségolène Royal qui le désavouera publiquement, sauf peut-être dans certaines circonstances, pour ne pas choquer une partie de son électorat.

Pour conclure, en admettant que le Front populaire puisse une nouvelle fois l'emporter et gouverner pour le compte de la bourgeoisie, qu'il se maintienne au pouvoir, pour finalement s'éclipser devant les partis bourgeois, le processus de liquidation des conquêtes sociales et démocratiques du prolétariat suivra le cours engagé sous Mitterrand, puis Chirac, en utilisant les mêmes méthodes, en divisant, puis en segmentant la population par régions ou « pays », générations, corps de métiers ou statuts sociaux particuliers, etc., les isolants et les opposants les uns aux autres pour affaiblir la capacité de résistance de l'ensemble du prolétariat, en s'appuyant sur la collaboration active du PS, du PCF, des appareils réformistes et staliniens des syndicats, afin de neutraliser toute velléité de contestation et de mobilisation de la part du mouvement ouvrier.

« La politique conciliatrice des "Fronts populaires" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. » (Programme de transition)

Si l'on devait admettre que Sarkozy puisse l'emporter, étant donné la haine qu'il suscite au sein d'une large fraction de la jeunesse et du prolétariat, chez la totalité des militants du mouvement ouvrier, il y a fort à penser qu'une explosion sociale pourrait se produire très rapidement s'il engageait une contre-réforme majeure, sans que l'on puisse en dire davantage pour le moment.

Il est évident qu'on ne peut accorder aucun soutien au candidat du PS.

Quelle ligne politique et quelle tactique pouvons-nous adopter aujourd'hui ?

On ne peut se borner à appeler au boycott. Il faut expliquer pourquoi et donner un contenu politique et mobilisateur à ce mot d'ordre qui rejoint et exprime la résistance de la couche la plus avancée du prolétariat et de sa jeunesse.

« Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! » (Programme de transition)

Voilà de quoi il nous faut partir.

Lorsque le gouvernement annonce une baisse du chômage, cela signifie en fait que la précarité touche de plus en plus de travailleurs et jeunes. A bas la précarité ! Abolition des contrats de travail précaire ! Partage du travail entre tous les travailleurs disponibles, diminution du temps de travail et augmentation des salaires ! Pas un salaire net ou une retraite en dessous de 1 500 euros !

Lorsque le gouvernement annonce une diminution du déficit public de l'Etat, cela signifie qu'il continue de détruire les services publics. Défense inconditionnelle de tous les services publics et de toutes les conquêtes sociales et démocratiques ! Nationalisation sans rachat et sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises nationales et de tous les services publics privatisés depuis 25 ans !

Lorsque le gouvernement annonce une augmentation de la croissance économique, cela signifie que sa politique économique a permis aux patrons d'accroître l'exploitation des travailleurs (exonération de cotisations sociales, fiscalité encore plus avantageuse, etc.). A bas les privilèges des patrons ! Remboursement des 172 milliards d'euro qu'ils nous ont volés, à la Sécurité sociale ! Confiscation des profits réalisés par les grandes entreprises et les multinationales ! Etc...

Ces mots d'ordre qui correspondent aux revendications transitoires doivent être impérativement reliés à la nécessité politique d'en finir avec le capitalisme.

Aucune forme de domination politique de la bourgeoisie aussi démocratique soit-elle ne peut désormais satisfaire les revendications les plus élémentaires du prolétariat et de la jeunesse. Toutes les combinaisons politiques « démocratiques bourgeoises » ont été essayées depuis plus de 70 ans. Elles ont toutes échoués. C'est en partant de ce constat, que l'on doit expliquer aux travailleurs et aux jeunes que le combat pour en finir avec les institutions bonapartistes de la Ve république ne peut s'inscrire que dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, puisqu'il est devenu un obstacle à la satisfaction des revendications les plus élémentaires du prolétariat et de la majorité de la population.

La domination de classe et le pouvoir politique de la bourgeoisie repose sur les institutions et l'appareil d'Etat qu'elle a créés pour permettre aux capitalistes d'exploiter et d'opprimer le prolétariat et la jeunesse. Ces institutions et l'appareil d'Etat bourgeois doivent donc disparaître. Au cours de la révolution, le prolétariat se dotera de ses propres organes politiques de pouvoir et construira un appareil d'Etat lui permettant d'instaurer de nouvelles règles économiques et de garantir leur pérennité, basées essentiellement sur l'expropriation des capitalistes et l'appropriation collective des moyens de production et de distribution. Au plan politique, il s'érigera en classe dominante et la bourgeoisie sera réduite au silence et à l'impuissance (dictature du prolétariat).

Ces institutions bourgeoises reposent à leur tour sur les partis politiques que la bourgeoisie a constitués pour défendre ses intérêts économiques spécifiques. Constatant que la politique des partis traditionnels du mouvement ouvrier est totalement subordonnée au maintien des institutions bourgeoises et du capitalisme, il est indispensable que le prolétariat et sa jeunesse rompent avec ces partis et s'engagent dans la construction d'un parti révolutionnaire pour renverser la domination de classe de la bourgeoisie, pour prendre le pouvoir et constituer un gouvernement ouvrier qui s'engagera résolument sur la voie de la rupture avec le capitalisme, sur la voie du socialisme. Le mouvement qui le conduira à s'émanciper des illusions qu'il entretient dans les appareils réformistes et staliniens, il l'a engagé en rejetant ces partis le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005, il ne lui reste plus qu'à passer à l'étape suivante, c'est-à-dire à construire un nouveau parti révolutionnaire.

Aucune institution, aussi démocratique soit-elle, s'inscrivant dans le cadre de la préservation de l'ordre bourgeois, y compris une assemblée constituante composée des représentants des partis ouvriers liés à la bourgeoisie, ne pourra mener cette tâche à son terme.

Seul un parti ouvrier profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat, porté au pouvoir par les masses, un parti intégrant les enseignements de la lutte des classes et l'expérience du mouvement ouvrier international au cours du XXe siècle, dont la révolution russe de 1917 représenta l'expression la plus achevée, permettra au prolétariat de vaincre la bourgeoisie et d'abolir le capitalisme. Il n'y a pas d'autre voie ou raccourci.

Ainsi, les appels en faveur de la *reconquête de la démocratie* en direction des représentants des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui trahissent quotidiennement les intérêts des travailleurs depuis plus de 80 ans, ne servent en réalité qu'à tromper les masses et camoufler leur propre capitulation honteuse devant la bourgeoisie. Aucun gouvernement constitué des représentants de ces partis ne mettra à l'ordre du jour la rupture nécessaire avec le capitalisme. On aurait pu ajouter pour n'oublier personne : pour le compte du prolétariat, car ni en Chine ni à Cuba ni au Vietnam, ni au Venezuela ou en Bolivie aujourd'hui, l'expropriation des capitalistes n'a eu lieu au profit du prolétariat et de la paysannerie.

Le parti que nous devons construire ne peut être qu'un parti révolutionnaire, un véritable parti communiste s'inspirant et s'inscrivant dans la continuité du léninisme ayant comme programme, le programme de la révolution prolétarienne, le *Programme de transition* de la IVe Internationale.

Trotsky nous avait prévenu, mais il semble malheureusement ne pas avoir été compris « *La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti.* » (*Leçons d'Octobre* - 1924)

A l'heure actuelle, une seule obsession doit nous habiter, une seule tâche doit concentrer tous nos efforts, toutes nos luttes, un seul objectif doit nous guider impérativement : la construction du parti révolutionnaire.

Si le parti n'est pas construit ou qu'il n'a pas dépassé le stade embryonnaire au moment où les masses passeront à l'offensive révolutionnaire, il sera alors trop tard pour échafauder des hypothèses sur la suite du mouvement révolutionnaire, sur ses faiblesses, etc., il sera vaincu, écrasé, défait pour de longues années, son avant-garde liquidée.

Maintenant, comme on ne peut pas bâtir une tactique révolutionnaire sur une défaite annoncée, il faut envisager les développements que la révolution pourrait prendre dans des conditions plus favorables. Ne pas partir du postulat énoncé par Trotsky qui reposait sur une simple constatation, comme le font ceux qui critiquent désormais ouvertement à tort et à travers et sans le moindre argument à leur opposer, la tactique de Lénine et de Trotsky, sans avancer la moindre perspective politique ou la moindre tactique, témoignent de leur impatience ou de leur désarroi actuel et montrent tout simplement qu'ils doutent de la capacité des masses à construire un parti révolutionnaire et à vaincre.

Bien que l'on puisse concevoir qu'il existera entre le moment où les institutions de la Ve République seront remises en cause par le mouvement révolutionnaire des masses et la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire du prolétariat, un gouvernement bourgeois de transition composé essentiellement des représentants des partis ouvriers, autrement dit un gouvernement de front populaire, il est impossible d'axer notre combat dans la perspective de la formation d'un tel gouvernement, encore moins d'y participer le moment venu, dans la mesure où nous savons parfaitement qu'il aura pour objectif de préserver par tous les moyens le capitalisme.

Nous devons donc aider le prolétariat à comprendre qu'en dehors du parti révolutionnaire, il ne pourra compter que sur ses propres forces. Pour donner une expression consciente et organisée à son mouvement révolutionnaire, il devra constituer ses propres organismes indépendants contre les appareils réformistes et staliniens au cours de la révolution. Le prolétariat s'appuiera sur le parti révolutionnaire et ses comités ou conseils pour combattre la politique du Front populaire afin d'avancer concrètement vers la rupture avec le capitalisme. A l'étape suivante, en fonction du développement des conseils et de la construction du parti révolutionnaire, le parti pourra envisager la prise du pouvoir en s'appuyant sur les conseils. Et non l'inverse, comme le stipule le PT en mettant en avant l'assemblée constituante composée essentiellement de représentants du PS et du PCF, oubliant au passage que la tactique du front unique mise en avant dans le *Programme de transition* ne pouvait pas s'appliquer dans ce cas précis, dans la mesure où les masses ont déjà fait l'expérience des partis PS et PCF au pouvoir pendant 14 ans et qu'elles les ont depuis rejetés. Il faut ajouter que

le PT avance le mot d'ordre d'assemblée constituante souveraine en s'abstenant soigneusement d'évoquer sa composition, et pour cause.

Ce n'est pas l'assemblée constituante inféodée à la bourgeoisie qui formera un gouvernement ouvrier, mais le parti révolutionnaire en s'appuyant sur les conseils ouvriers.

Pour conclure, dans la perspective des échéances électorales de 2007, nous devons d'expliquer aux travailleurs et jeunes pourquoi nous les boycottons, en traduisant leurs revendications immédiates sous la forme d'un programme d'action ou programme minimum relié au programme de la révolution socialiste, autrement dit, à la nécessité de construire le parti révolutionnaire pour préparer les conditions indispensables à l'abolition du capitalisme.

Complément de dernières minutes.

L'annonce hier de Fillon de liquider les régimes spéciaux de retraites pour certaines catégories de fonctionnaires dès le lendemain de l'élection de Sarkozy, en dit long sur les méthodes qu'il s'apprête à utiliser. Car annoncer cette remise en cause des retraites de certaines catégories de fonctionnaires en pleine campagne électorale, cela signifie : si on l'emporte en 2007 on va liquider toutes les conquêtes sociales et démocratiques et si nécessaire en employant la force, nous nous y préparons.

Une telle déclaration que l'on peut assimiler à une provocation, une déclaration de guerre contre les fonctionnaires et l'ensemble du prolétariat a de quoi faire réfléchir. A moins que cette déclaration s'inscrive dans un autre scénario, et que Sarkozy fasse tout pour que ce soit le candidat du PS qui l'emporte, c'est encore possible, mais cela reste à démontrer.

Prend-il ses désirs pour la réalité ? Veut-il ainsi précipiter le cours des événements ? A qui cela profiterait-il ? Ou tente-t-il tout simplement de monter une partie du prolétariat contre les fonctionnaires pour affaiblir son concurrent d'une part, et pour récupérer des voix du côté de l'UDF et du FN, d'autre part ? A-t-il réellement les moyens de monter une telle provocation et de l'assumer jusqu'au bout ? L'aura-t-il au lendemain des élections ? Pour le moment, tous les sondages indiquent plutôt le contraire.

Cette déclaration à valeur d'avertissement en direction de la bourgeoisie et ses valets, mais elle doit aussi être prise très au sérieux par l'avant-garde du prolétariat.

Que la bourgeoisie s'impatiente et qu'elle prépare une nouvelle offensive contre le prolétariat en 2007, c'est ce qu'on est en droit de penser. Qu'elle en ait directement les moyens, c'est une autre histoire, surtout après le 29 mai 2005 et le mouvement social contre le CPE. Sarkozy serait placé devant le dilemme suivant : ou bien gagner les élections, mais sans aucune garantie de pouvoir mener à bien son programme, parce qu'il est très impopulaire et que la résistance du mouvement ouvrier organisée l'en empêcherait, ou bien opter pour un autre scénario, certes risqué, mais qui permettrait de faire d'une pierre deux coups : faire élire le Front populaire puis provoquer sa chute en créant une situation chaotique, ce qui ne sera pas très difficile au regard du rejet qu'il inspirera très rapidement, pour dans le même temps disloquer, écraser le mouvement ouvrier organisé avec le soutien des réformistes et des staliniens, pour finalement engager ses contre-réformes ultra réactionnaires dans un climat social apaisé et docile placé sous très haute surveillance.

Les attaques répétées depuis plusieurs années de Bush et de l'administration américaine contre le prolétariat français, notamment, n'a rien du hasard, elles visent précisément le prolétariat le plus en point dans la lutte de classe en Europe depuis la seconde guerre mondiale, disposant de partis et d'organisations indépendantes, même s'ils sont pourris par le réformisme et le stalinisme, leur simple existence, comme l'existence des conquêtes sociales et démocratiques en France sont devenus des obstacles à abattre pour l'impérialisme.

Le prolétariat français malgré ses faiblesses demeurent une référence pour le prolétariat mondial. Le pays des révolutions, de la Commune de Paris, de juin 36, de mai 68, de mai 81, le pays des services publics les plus développés au monde, le pays des grèves et des manifestations, voilà ce qu'il faut faire disparaître, à défaut de pouvoir refaire l'histoire de la lutte des classes.

Infliger une défaite historique au prolétariat français serait ressenti par l'ensemble du prolétariat européen comme une terrible défaite. Elle ouvrirait les portes à la remise en cause de tous les acquis dans tous les pays, elle montrerait la voie à suivre à tous les gouvernements réactionnaires en Europe pour mâter la résistance de leur prolétariat.

L'impérialisme pourrait être tenté de recourir à cette solution pour hâter la construction de l'Union européenne et donc la destruction des Etats-nations qui ont servi de cadre à la constitution de la classe ouvrière comme classe. Il possède déjà l'arsenal juridique et policier pour avancer dans cette voie sous fond de lutte contre le terrorisme, il ne lui reste plus qu'à passer au cran supérieur, au travaux pratiques sur une grande échelle.

Après la restauration du capitalisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, c'est la prochaine étape que s'est fixé l'impérialisme. Y parviendra-t-il et comment ? Parviendrons-nous à l'en empêcher ? En l'absence d'un parti révolutionnaire...